

La migration féminine en Suisse : situation, apport et potentiel

Rapport sommaire établi sur mandat de la Commission fédérale des migrations CFM



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Commission fédérale des migrations CFM

Table des matières

1. Introduction	3
2. Contexte : la migration féminine (aussi) a toujours existé	3
3. Place des femmes migrantes sur le marché suisse du travail	4
4. Migration de travail : l'apport des femmes	6
5. Les migrantes : source d'impulsions pour la société suisse	7
6. Conclusions	7

Impressum

Auteure

Marina Richter, professeure assistante auprès de la Haute école de travail social
HES-SO Valais-Wallis

Rédaction

Kaja Gebremariam, Pascale Steiner, Sibylle Siegart

Graphisme

Cavelti AG. Marken. Digital und gedruckt, Gossau

Photos

Copyright SEM

Juin 2019

1. Introduction

Les migrantes font partie du quotidien suisse : originaires de pays très divers, elles exercent toutes sortes de métiers et sont engagées dans la vie associative et organisationnelle du pays. Elles assurent la garde d'enfants et la prise en charge de proches et servent souvent de trait d'union transnational entre différents individus, lieux, pays, personnes et cultures (Passagen 2013).

C'est en 2007 qu'apparaît pour la première fois la notion de « féminisation de la migration » dans le discours de l'ONU. Celle-ci marque un changement de perspective dans la recherche et la politique, qui s'intéresse désormais au rôle et à la place de la femme dans la migration. Car les femmes ne sont pas seulement aussi nombreuses que les hommes à prendre l'exil, elles sont aussi protagonistes de la migration. Ce constat se vérifie en contexte suisse comme global.

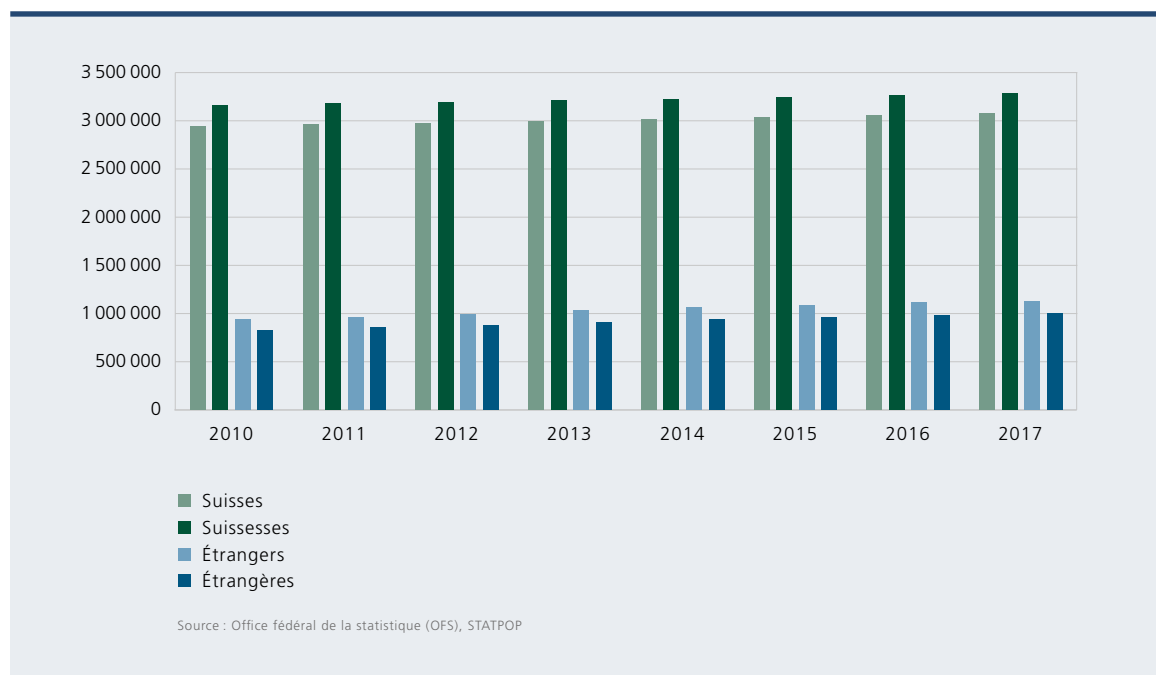
Mais qui sont-elles, ces migrantes venues en Suisse ? Comment se positionnent-elles dans la société par rapport à leurs compatriotes masculins d'une part et, d'autre part, par rapport à la population masculine et féminine de Suisse ? Quelles opportunités et quels obstacles rencontrent-elles et comment les gèrent-elles ? Quel est leur apport à l'économie et dans quels secteurs se déploie-t-il ? Enfin, qu'en est-il au-delà de l'économie ? Autant de questions auxquelles ce rapport sommaire apporte des faits et des éléments de réponse.

2. Contexte : la migration féminine (aussi) a toujours existé

Dans la perception publique comme politique, l'image du migrant-type a longtemps été celle de l'étranger venant travailler en Suisse, qui serait rejoint ultérieurement par sa famille. Cette image cristallise l'homme dans son rôle de père nourricier et la femme dans celui de pivot de la vie familiale. Un regard sur l'histoire et les statistiques de la migration en Suisse montre que cette représentation s'appuie sur une répartition stéréotypée des rôles entre les sexes, qui occulte la présence des femmes dans la migration.

2.1 Chiffres

Les programmes étatiques de recrutement de main d'œuvre déployés à partir des années 1950 se focalisaient sur les travailleurs saisonniers masculins. Si les femmes ne représentaient alors qu'une faible proportion de la main d'œuvre recrutée, les étrangères étaient déjà présentes en Suisse à quasi-égalité d'effectifs. Mais elles entraient souvent en Suisse par d'autres voies, notamment celle du regroupement familial, ou pour y prendre un emploi salarié par l'intermédiaire de réseaux sociaux, sans passer par un programme étatique. La proportion des femmes dans la population étrangère s'est stabilisée autour de 47 % au cours des dernières années (graphique 1).



Graphique 1 : évolution démographique par nationalité

2.2 Motifs de migration

Les statistiques étatiques, comme celles de l'Office fédéral de la statistique (OFS), sont souvent calquées sur un modèle conservateur de la famille et reflètent des structures étatiques et de marché du travail qui facilitent le regroupement familial en situation d'emploi : elles montrent que la migration masculine est essentiellement une migration de travail, tandis que les femmes migrantes sont davantage mues par des motivations familiales, et rarement par d'autres motifs tels que la poursuite d'une formation ou l'asile (OFS, ESPA).

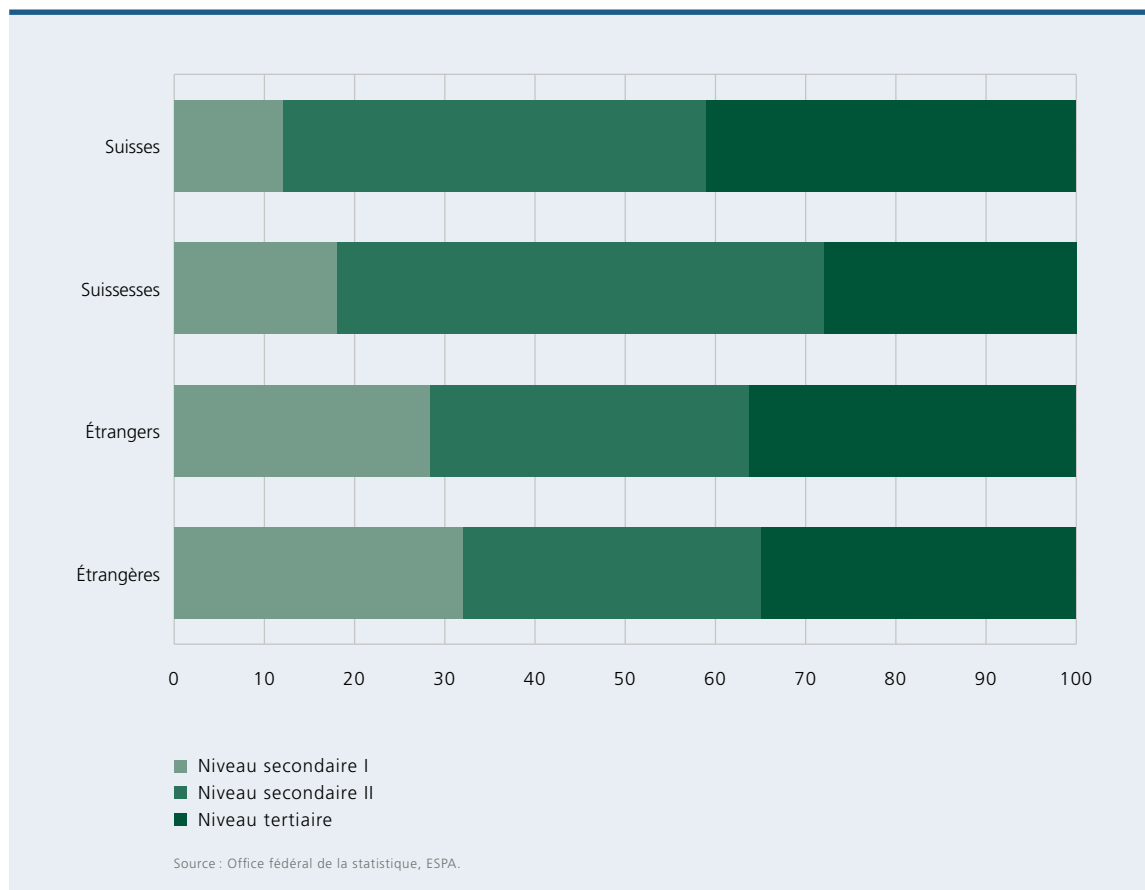
Les études qualitatives, qui cherchent à dégager des corrélations et des modèles empiriques, donnent une toute autre image : si l'on reconnaît p. ex. aux femmes des motifs de migration supplémentaires, notamment la discrimination fondée sur le sexe, le facteur déterminant dans la décision de migrer est le même pour les femmes et les hommes, à savoir la quête d'une vie meilleure pour soi et/ou pour sa famille. Celle-ci implique généralement une forme d'activité rémunérée, pour se procurer les ressources nécessaires à ce dessein (Soom Ammann 2011).

3. Place des femmes migrantes sur le marché suisse du travail

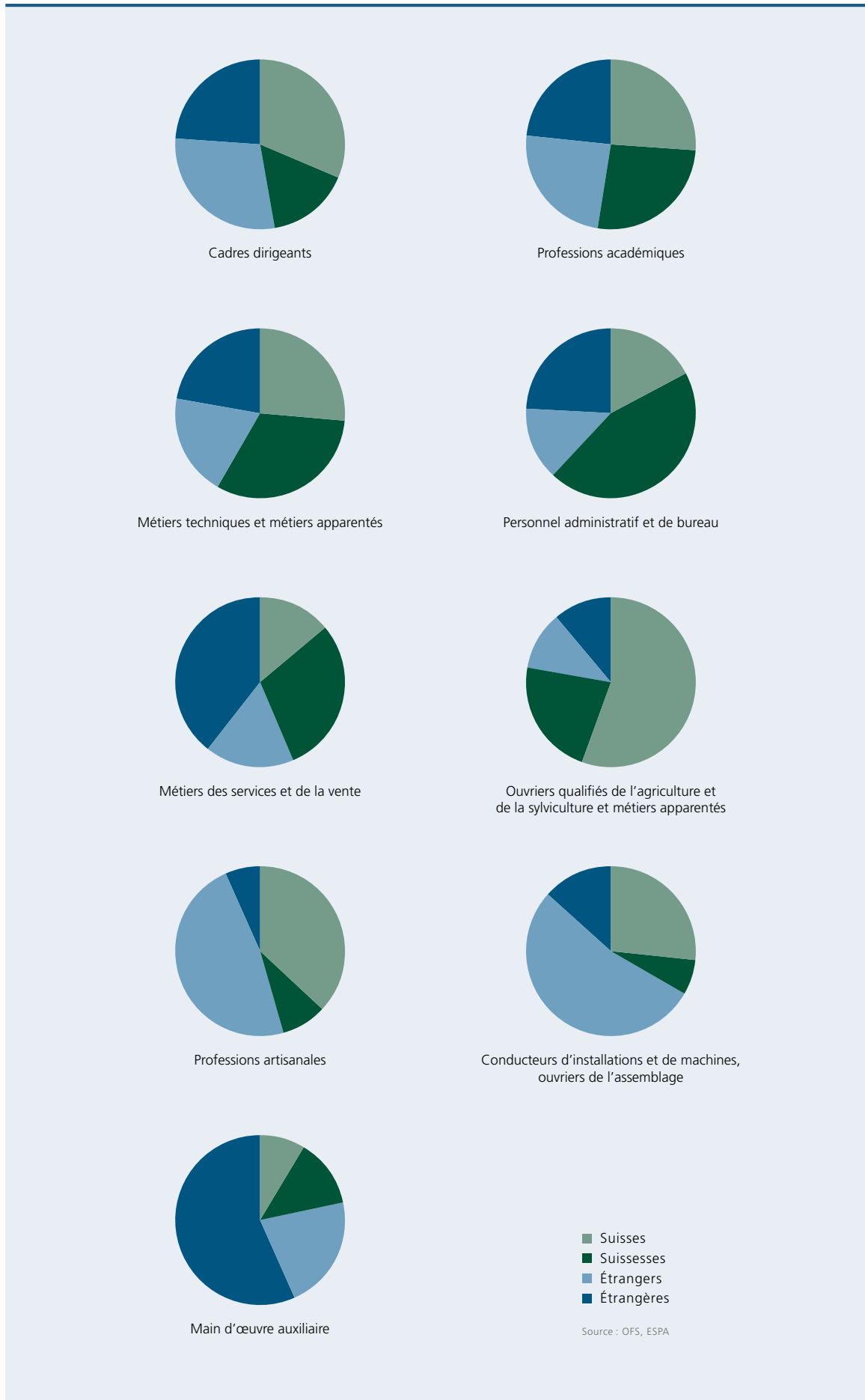
Si l'on considère l'ensemble de la population résidente en âge de travailler, ce sont les étrangères qui affichent le plus faible taux d'emploi, soit 68,6 %, contre 83 % pour les Suissesses, 85 % pour les Suisses, et 78 % pour les étrangers. Elles ont néanmoins davantage tendance à travailler à plein temps (soit 61,7 %) que les Suissesses (59,2 %), parmi lesquelles le temps partiel est plus répandu.

3.1 Formation

Si l'accès à l'emploi est plus difficile pour les femmes étrangères, ces difficultés ne s'expliquent pas en raison du niveau de formation, puisqu'elles sont presque aussi nombreuses à être diplômées du secondaire I et II ou du tertiaire que les hommes étrangers (graphique 2) et qu'elles ont en moyenne un niveau de formation supérieur à celui des Suissesses et équivalent à celui des hommes étrangers, quoique inférieur à celui des hommes suisses.



Graphique 2 : niveau de formation de la population active (2018)



Graphique 3 : positionnement sur le marché du travail, selon la nationalité et le sexe (2018)

3.2 Positionnement sur le marché du travail

En dépit d'un bon niveau de formation, les femmes migrantes sont moins présentes sur le marché du travail que les femmes suisses et les hommes migrants ; elles se positionnent aussi différemment sur le marché du travail (graphique 3). Elles sont ainsi nombreuses à travailler dans les emplois auxiliaires, notamment dans les secteurs des services et de la vente. Parallèlement, tout en étant sous-représentées dans les professions académiques, elles le sont nettement moins que ne le suggérerait leur forte présence dans les emplois auxiliaires. Le paradoxe est encore plus frappant dans les fonctions de cadres, où les étrangères sont proportionnellement sur-représentées par rapport aux femmes suisses actives.

3.3 Déqualification et intersectionnalité

La « déqualification » touche davantage les migrants (hommes et femmes) que les Suisses (Pecoraro 2010), c'est-à-dire qu'ils sont plus nombreux à occuper des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés, faute de trouver un emploi correspondant à leur niveau de qualifications. Ce constat se vérifie tout particulièrement pour les femmes (Riaño & Baghdadi 2007 ; Goguikian Ratcliff et al. 2004).

Diverses études expliquent ce phénomène par l'effet dit d'« intersectionnalité » (p. ex. Winker et Degele 2009). Lorsqu'on soutient que les femmes ont de moins bonnes perspectives de carrière du fait de leur sexe, on parle de discrimination de genre. Dans le cas des femmes migrantes, cette discrimination se conjugue avec d'autres facteurs tels que l'origine ou la religion. Il y a alors, comme le suggère la notion d'intersectionnalité, interaction entre plusieurs facteurs qui aura pour effet d'exposer plus fortement une personne aux discriminations que les autochtones ou d'autres migrants.

L'intersectionnalité ne désigne toutefois pas le simple cumul d'inégalités, comme le suggéreraient à première vue les statistiques. Car les inégalités ont un effet situationnel : ainsi l'appartenance religieuse et, partant, la connaissance du fait religieux, sera tantôt perçue comme une compétence, tantôt comme un facteur de différenciation, de marginalisation et, au final d'exclusion.

4. Migration de travail : l'apport des femmes

Le secteur des soins est un secteur d'activité classique des femmes migrantes. Leur forte présence dans ce secteur s'explique aussi par le fait que les personnes qui assuraient jusque-là – et qui continuent largement d'assurer – cette charge, soit les femmes, sont de plus en plus nombreuses à exercer une activité rémunérée et donc moins disponibles pour ces tâches (Greuter et Schilliger 2009). La demande croissante de prestations de soins et d'assistance a même eu pour effet d'accélérer la migration dans le secteur du travail de proximité (van Holten et al. 2013), au point que les migrantes assurent aujourd'hui une part substantielle du travail domestique externalisé des familles en Suisse.

4.1 Le travail de proximité institutionnalisé

Pour les femmes migrantes, travailler dans les soins est souvent une opportunité de s'insérer sur le marché du travail, notamment lorsqu'elles ne trouvent pas de travail dans leur profession d'origine. On rencontre ainsi, dans le milieu hospitalier et des soins de longue durée, un nombre croissant de migrantes qui viennent d'une formation toute autre, avec des profils souvent très qualifiés, mais qui travaillent comme auxiliaires de santé pour s'assurer un emploi et un revenu.

On attribue souvent aux migrantes une aptitude naturelle pour le travail de proximité du seul fait de leur genre. Cette aptitude présumée est renforcée par des attributs culturels. Divers projets d'intégration montrent du reste que, selon leur origine et leur appartenance culturelle, les hommes migrants sont eux aussi présumés avoir une plus grande aptitude au travail de proximité que les hommes suisses (Bachmann 2016).

4.2 Le travail de proximité à domicile

Face au manque de structures d'assistance et à la nécessité de maîtriser les coûts de prise en charge à domicile, les services de soins à domicile se sont fortement développés. Ces services sont aujourd'hui essentiellement proposés par des migrantes originaires de pays d'Europe orientale. S'agissant toutefois d'une activité qui n'est quasiment pas réglementée par la loi, les prestataires de ces services sont largement tributaires de leurs employeurs, ce qui facilite l'apparition de diverses formes d'exploitation, faute de dispositif de contrôles publics (Schwiter et al. 2014). Il en résulte, d'une part, des conditions de travail souvent précaires pour les migrantes et, d'autre part, un risque accru d'abus ou de mauvais traitements (Hettlage et Baghdadi 2016).

5. Les migrantes : source d'impulsions pour la société suisse

Très peu d'études se sont intéressées aux impulsions sociales ou politiques qui émanent de femmes migrantes ; cette question a par conséquent rencontré peu d'écho dans les médias et le public. Deux études concernant la Suisse ont néanmoins été publiées récemment sur le sujet, qui abordent la question dans une perspective historique (Falk 2019; Baumann 2014). Ces études montrent qu'au-delà de leur apport économique et social, les femmes issues de la migration ont aussi participé au façonnement de la société suisse.

Elles se sont p. ex. battues pour obtenir des droits dans un monde universitaire autrefois réservé aux hommes, ouvrant la voie à la carrière universitaire des femmes en Suisse. Elles ont aussi fortement inspiré le mouvement suffragiste des femmes, en initiant le débat et en mobilisant l'opinion. Enfin, elles ont rapidement fait entendre des revendications en matière de politique familiale et de formation.

S'il n'existe pas d'études contemporaines sur le sujet, on constate néanmoins que la dynamique de participation sociale et politique ne s'est pas essoufflée, comme le montre p. ex. le projet lucify.ch, plateforme créée par des migrantes douées de compétences médiatiques pour apporter une « voix migrante » dans le paysage médiatique web actuel. Outre les projets spécifiques, les contacts au quotidien, le travail de coopération entre migrantes et autochtones et le partage de pratiques et de connaissances sont autant de vecteurs d'échanges et d'innovation. Enfin, l'échange et l'innovation passent aussi par les étrangères de la deuxième génération, qui jettent des ponts entre différentes cultures, langues et perspectives.

6. Conclusions

Certes, les migrantes tirent un revenu de leurs activités. Mais plus encore, elles apportent une contribution substantielle à la société suisse, notamment par leur travail dans le secteur des soins. Dans notre société, la division fonctionnelle du travail repose, en partie, sur l'exercice par des migrantes d'emplois précaires et mal rémunérés. Mais les migrantes y exercent également des fonctions de cadres dirigeants et des fonctions hautement qualifiées ou créent des entreprises.

Parler de migrantes en tant que telles, c'est aussi créer un groupe artificiel à partir de l'origine ou de la nationalité. Or il faut veiller à tenir compte de la diversité inhérente à ce groupe dans le débat sur – ou avec – les migrants.

Il ne faut pas oublier non plus qu'il n'y a pas migration sans apport d'idées nouvelles ou d'autres façons de faire : en maintenant des liens avec leur pays d'origine, les migrantes servent ainsi d'agents de liaison pour transmettre des impulsions novatrices au-delà des frontières. Les migrantes ont du reste été le moteur d'importantes évolutions sociales au cours de l'histoire.

Les migrantes recèlent, à bien des égards, un potentiel qui est insuffisamment exploité. L'enjeu ne se limite pas ici à des questions de naturalisation ou de droit de vote ; il touche des questions fondamentales de reconnaissance et de participation politiques, certes, mais aussi civiles et sociales. Or la reconnaissance de l'apport et du potentiel que possèdent les migrantes, du fait même de leur provenance étrangère, se traduit mieux dans la notion de citoyenneté (*citizenship*) que dans celle de nationalité. Car ce qui est en jeu, c'est la possibilité de participer aux évolutions et aux décisions qui façonnent la société suisse.